



Déclaration conjointe de la CES et du TUC sur la "réinitialisation" du partenariat UE/Royaume-Uni – L'union fait la force, divisés, nous tombons !

Adoptée lors de la réunion du Comité de direction élargi du 29 janvier 2025

Depuis le jour du référendum sur l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne, le mouvement syndical des deux côtés de la Manche et de la mer d'Irlande est resté uni dans sa détermination à protéger les travailleurs de l'impact de cette décision historique.

Le Royaume-Uni a depuis appelé à une "réinitialisation" et a convenu avec l'UE de renforcer la coopération dans des domaines tels que l'économie, l'énergie, la sécurité et la résilience.¹

Cette évolution, combinée à la révision de l'accord de commerce et de coopération (ACC) entre le Royaume-Uni et l'UE en 2026 et aux nouvelles nécessités géopolitiques, offre l'occasion d'approfondir et d'améliorer le partenariat entre l'UE et le Royaume-Uni. Nous sommes impatients de travailler avec les gouvernements et les institutions de l'UE pour parvenir à un partenariat mutuellement bénéfique pour le Royaume-Uni et l'UE, qui permette une croissance durable, de bons emplois et des droits des travailleurs solides.

Participation syndicale

Les syndicats doivent faire partie de ce processus, à commencer par un siège à la table du prochain sommet UE-Royaume-Uni, et nous pensons que les groupes consultatifs nationaux existants établis par l'accord de commerce et de coopération UE-Royaume-Uni sont le véhicule clé pour garantir que les intérêts des travailleurs, des entreprises et de la société civile sont représentés de manière équilibrée.²

Irlande du Nord et Gibraltar

Nous rappelons les engagements déjà pris dans le cadre de l'accord de retrait et du cadre de Windsor, en accordant une attention particulière à l'engagement de non-diminution des droits en Irlande du Nord³, qui doit continuer à être respecté.

¹ <https://www.gov.uk/government/news/joint-statement-by-the-president-of-the-european-commission-and-the-prime-minister-of-the-united-kingdom-on-enhancing-strategic-cooperation-2-october--2>

² Voir la déclaration commune des groupes consultatifs nationaux du Royaume-Uni et de l'UE, adoptée en octobre 2024, décrivant les priorités communes de l'Union, des entreprises et de la société civile pour l'amélioration de l'ACC entre le Royaume-Uni et l'UE

³ L'article 2 du cadre de Windsor prévoit des protections juridiques pour que certains droits à l'égalité et droits de l'homme en Irlande du Nord ne soient pas réduits à la suite du Brexit.



Nous devons également éviter de perturber la vie des travailleurs autour du Campo de Gibraltar et veiller à ce que les droits des travailleurs de l'UE et du Royaume-Uni soient protégés.

Défendre les droits des travailleurs

L'approche commune des syndicats de l'UE et du Royaume-Uni dans la défense d'un bon accord pour les travailleurs depuis 2016 a conduit à ce que l'accord commercial transatlantique contienne les clauses de travail les plus innovantes que l'UE ait jamais négociées dans ses accords commerciaux avec des pays tiers - les clauses de non-régression et d'égalité des conditions de concurrence.

Alors que nous nous félicitons de l'introduction du projet de loi sur les droits de l'emploi au Royaume-Uni, le maintien de normes mutuelles élevées en matière de droits des travailleurs au Royaume-Uni et dans l'UE pour encourager une course au sommet devrait être favorisé en s'appuyant sur les **clauses de non-régression et d'égalité des conditions de concurrence**. Un dialogue régulier, des échanges ⁽⁴⁾ et une coopération ⁽⁵⁾ devraient être mis en place pour améliorer les droits des travailleurs afin de progresser vers cet objectif, tout en veillant à l'application effective de ces clauses. Cela reste l'objectif principal du mouvement syndical alors que nous nous préparons à la révision de l'ACT en 2026 et au processus de "réinitialisation" entre le Royaume-Uni et l'UE.

Opportunités pour les travailleurs

La création de parcours pour les travailleurs afin d'améliorer leur employabilité et d'ouvrir de nouvelles possibilités d'emploi de qualité pour les travailleurs de l'UE au Royaume-Uni et vice-versa est une autre demande clé ⁶.

Le Royaume-Uni a déjà réintégré le programme Horizon ; il est tout à fait justifié qu'il réintègre également le programme Erasmus+, qui soutient également l'apprentissage professionnel et les stages, entre autres. Les apprentissages doivent répondre aux critères syndicaux de bonne qualité, avec des conditions décentes⁷. Il est essentiel que les opportunités créées par Erasmus+ profitent à tous les travailleurs et pas seulement à certains secteurs : nous devrions progressivement supprimer les obstacles qui empêchent les travailleurs de saisir de nouvelles opportunités.

Créer des emplois de qualité en réduisant les obstacles au commerce

La poursuite de la réduction des barrières commerciales et des contrôles aux frontières contribuerait grandement à l'amélioration des flux commerciaux entre l'UE et le Royaume-Uni, ce qui est favorable à la création d'emplois. À cette fin, des accords supplémentaires dans des domaines tels que la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, les contrôles sanitaires et phytosanitaires et les normes chimiques seront nécessaires pour soutenir un alignement réglementaire étroit.

L'action climatique et la politique industrielle se renforcent mutuellement

Compte tenu de la proximité géographique, et toujours dans le but d'éliminer les barrières commerciales, un alignement plus étroit des réglementations et des politiques

⁴ comme le prévoit déjà l'article 399 de l'accord commercial.

⁵ L'UE [coopère avec les États-Unis dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail](#) déjà, ce qui pourrait servir de modèle.

⁶ Les visas doivent être renouvelables sous réserve d'un emploi continu plutôt qu'à court terme, afin que les travailleurs ne risquent pas de perdre leur statut légal et d'être ainsi vulnérables à l'exploitation.

⁷ [Cadre européen pour des apprentissages efficaces et de qualité 2018](#) et l'[appel de l'Institut Jacques Delors en faveur d'un "Erasmus Pro"](#).



est également important dans le domaine de l'action climatique et de la politique industrielle active. Nous souhaiterions que les systèmes d'échange de quotas d'émission des deux parties soient liés, et que la coopération permette les investissements nécessaires pour soutenir la transition vers des énergies et des industries propres.

Lutter ensemble pour la paix

Les parties ont identifié une coopération plus étroite en matière de politique étrangère et de sécurité comme une ambition. La coopération en matière de sécurité est importante et constitue un besoin pressant dans le monde multipolaire d'aujourd'hui, mais pour nous, les intérêts de l'industrie de la défense ne doivent pas passer avant ceux des travailleurs et de la paix (), et les dépenses de sécurité ne doivent pas se faire au détriment de la justice sociale.

Construire des sociétés justes et combattre l'extrême droite

Enfin, l'UE et le Royaume-Uni doivent coopérer pour lutter contre la résurgence du populisme et de l'extrémisme d'extrême droite, la mainmise des entreprises et la désinformation. Nous pensons qu'un partenariat plus étroit et plus profond entre l'UE et le Royaume-Uni peut contribuer à créer de nouveaux emplois, à améliorer les conditions de travail et à inverser la crise du coût de la vie, qui sont des outils efficaces - avec nos valeurs syndicales communes et notre solidarité - pour endiguer le mécontentement dans nos sociétés, sur lequel prospère la campagne de haine et de bouc émissaire de l'extrême droite.